

50569138/6

434

(1940)

Tendance actuelle des arbitrages en matière
de salaires et d'allocations familiales

(s) CD 9. 4.40 12 III

QU. III - Marchés et commandes

Tendance actuelle des arbitrages en matière
de salaires et d'allocations familiales

p. 12

M. ARON. - Je voudrais attirer l'attention du Comité, encore que mon observation ne soit peut-être pas très importante, sur la clause de révision des prix en fonction des variations de salaires.

Il est dit ~~xxxxxxxxxxxx~~ à la page 4 du rapport qui nous est soumis : "La tendance actuelle des derniers arbitrages en matière de salaires a été, suivant en cela la nouvelle politique d'aide à la famille, d'accorder simultanément des majorations des salaires minima et des allocations familiales, et il est équitable d'en tenir compte aux réparateurs. Chaque prix horaire a donc été lié à un paramètre C, appelé salaire horaire moyen, lui-même fonction de la moyenne pondérée des salaires minima des ouvriers affectés aux réparations et des allocations familiales, selon la formule :

$$C = p (1 + a)''$$

Je crois que ce qui est dit de la tendance actuelle des arbitrages n'est pas exact. Je n'ai pas eu le temps de me référer aux textes, mais je suis convaincu qu'un texte, probablement ^{recommandé aux} un décret, a ~~xxxxxxxxxx~~ arbitres - et même il ne le leur a pas prescrit - d'éviter désormais toute majoration des allocations familiales. Ceci afin de rester dans l'esprit du nouveau Code de la Famille.

Je reconnais qu'autrefois les arbitres ayant à accorder une majoration de salaire ont jugé équitable d'en reporter une partie sur les allocations familiales. Mais lorsque le Gouvernement a instauré un nouveau régime d'allocations familiales, ils ont demandé aux arbitres de ne plus majorer lesdites allocations.

M. LE BERNERAI..- Ils seront cependant amenés à le faire et presque automatiquement, car les allocations familiales sont maintenant fonction du salaire moyen du département; s'il se produit une élévation de prix, le salaire moyen augmentera et les allocations familiales le seront également.

M. ARON..- Je conteste simplement ~~l'application de la formule~~
~~ce qui est dit au rapport sur la tendan-~~
ce ~~actuelle~~ actuelle des arbitrages.

Par ailleurs, je ne comprends pas très bien la formule
 $S = p (1 + a)$, car a n'est pas défini. Je suppose qu'il faut l'interpréter ainsi : le salaire moyen se compose de deux éléments, le salaire moyen proprement dit et les allocations familiales. Mais alors c'est une somme et non un produit.

M. LE BERNERAI..- Les allocations familiales ne sont pas payées directement par l'employeur. Il faut passer par l'intermédiaire d'une caisse de compensation, et a représente le pourcentage de salaire que les industriels doivent verser à cette caisse.

M. ARON..- J'accepte volontiers cette explication, mais le rapport aurait dû le donner.

M. LE BERNERAI..- C'est exact.

M. GUINCHET..- Il n'y a pas d'autre observation ? Les propositions sont adoptées.